



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas relative à
la modification n° 1
du plan local d'urbanisme (PLU)
de Saint-Didier-de-Formans (01)**

Décision n°2020-ARA-KKU-2031

Décision du 23 novembre 2020

Décision du 23 novembre 2020 après examen au cas par cas en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date du 11 août 2020, du 22 septembre 2020 et du 6 octobre 2020;

Vu la décision du 13 octobre 2020 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret du 2 octobre 2015 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2020-ARA-KKU-2031, présentée le 5 octobre 2020 par la commune de Saint-Didier-de-Formans (Ain), relative à la modification n°1 de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 14 octobre 2020 ;

Considérant que le projet de modification n°1 du PLU a pour objet la prise en compte des demandes formulées par le Conseil national de protection de la nature (CNP)¹, lors de sa saisine sur une demande de dérogation pour destruction d'espèces protégées en raison du projet de construction d'un collège et d'un gymnase sur le territoire communal de Saint-Didier-de-Formans ; qu'il est à noter que la mission régionale d'autorité environnementale a rendu un avis² sur le projet de défrichement pour ce même projet ;

Considérant que la modification n°1 du PLU prévoit :

- le reclassement d'une partie de la zone « UL », d'une superficie initiale de 4,7 hectares, dédiée au projet de collège et de gymnase, en zone « N », la partie reclassée en zone « N » correspondant aux espaces naturels conservés et recouvrant une superficie de 1,7 hectares ;
- la création d'un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) indicé « Np », d'une surface de 0,2 hectares, correspondant à l'emprise du parking situé en face du projet, initialement classé en zone « N » ; le règlement écrit de la nouvelle zone « Np » précise qu' « aucune surface totalement imperméable ne sera autorisée » et que « les eaux pluviales seront obligatoirement traitées par infiltration dans des noues végétalisées » ;

Considérant que cette modification implique en conséquence de mettre à jour le règlement graphique et le règlement écrit du PLU, afin d'intégrer les préconisations du CNPN dans un objectif de bonne prise en compte des enjeux environnementaux ;

1 <https://www.ain.fr/content/uploads/2020/08/avis-cnnp-especes-protgees.pdf>

2 http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/200715_apara-defrichement-college-gymnase-stdidierdeformans_01.pdf

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Didier-de-Formans (Ain) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

En application des dispositions du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Didier-de-Formans (Ain), objet de la demande n°2020-ARA-KKU-2031, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

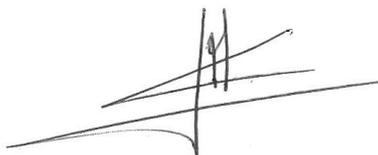
Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification du plan local d'urbanisme (PLU) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision devra être jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes et par délégation,
son membre,



Jean-Marc Chastel

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte approuvant le document de planification.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes - siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1